

ACTUALITÉ

MICRO FINANCE

Le secteur du microcrédit au Maroc se régularise de plus en plus. En effet, il s'est doté, dans un premier temps, d'une cartographie. Aujourd'hui, les professionnels du secteur comptent le normaliser en publiant un livre blanc.



De la cartographie au livre blanc

Le projet d'une cartographie a été réalisé par le Centre Mohammed VI de soutien à la micro finance solidaire (CMS) à travers plusieurs étapes. La première porte sur le géo-positionnement de l'ensemble des agences de la micro finance sur le territoire marocain, alors que la deuxième concerne le développement d'une plate-forme avec des outils de requêtes. Troisième étape: l'équipe chargée du projet a procédé à un test avant l'inté-

gration des données et le lancement définitif de la nouvelle cartographie. Intervenant à cette occasion, Youssef Errami, directeur du CMS, a déclaré que cet outil est conçu sous la forme d'un «système d'information géographique permettant, dans un premier temps, la localisation de différents points de vente sur le territoire marocain». Le directeur du CMS a poursuivi que la nouvelle cartographie, en tant qu'outil de décision, permet d'avoir des informations plus approfondies sur les utilités, en tenant compte des données socio-économiques de la population par

points de vente. Ce qui sera «un moyen efficace pour une bonne gestion du réseau et aussi pour la transparence de l'activité de la micro finance vis-à-vis des différents acteurs de développement durable et vis-à-vis des bailleurs de fonds et des organismes internationaux», selon Youssef Errami. Cependant, aucune information n'a filtré, concernant le coût réel du projet, excepté le fait que celui-ci couvrait seulement le prix de revient. L'accès est gratuit pour tout le monde via notamment le site du centre, sauf pour la plate-forme contenant des informations particulières de la clientèle,



LE CENTRE MOHAMMED VI DE SOUTIEN À LA MICRO FINANCE SOLIDAIRE (CMS)

C'est un acteur de soutien des associations de la micro finance à travers trois axes. Le premier axe porte sur la formation sur les bonnes pratiques et pour faire bien leur travail et sur le métier. Les 13 associations marocaines sont servies en fonction de leurs besoins. Rien que pour cette année, le nombre total des bénéficiaires s'est établi à 17.000 en profitant de 603 journées de formation. Ces formations sont destinées également

aux bénéficiaires de la micro finance. Par ailleurs des séminaires de formation ont été organisés en faveur de la population bénéficiaire du secteur portant sur la bonne gestion des affaires et de leurs structures. Presque 8000 personnes ont bénéficié de cette formation. Ces actions ont un caractère local et régional. Le Centre apporte son soutien aux bénéficiaires des Associations de micro-crédit pour les accompagner dans le développement et

l'amélioration de leurs produits, mais aussi leur offrir des opportunités de commercialisation à travers l'organisation des foires et des rencontres. Une page virtuelle a été développée ainsi que le site du centre pour le développement des produits de la clientèle. Les troisièmes axes c'est celui de l'observatoire. Qui permet la diffusion des meilleures pratiques et des études terrains pour remonter l'information pour faire réguler le produit ■

secret professionnel oblige. Pour assurer l'interactivité du nouvel outil, les associations du microcrédit sont tenues de mettre à jour leurs informations tous les 3 mois. Pour toute dérogation à cette clause, l'association présumée risque d'être sanctionnée par les professionnels. Une convention a par ailleurs été signée par les différentes associations du secteur.

Un livre blanc attendu

Pour sa part, Tarik Sijilmassi, président de la «Fédération nationale des associations de microcrédit», a focalisé l'attention sur l'apparition d'un livre blanc du secteur dans les deux ou trois prochaines semaines. L'ouvrage représente «une initiative du secteur pour exprimer clairement les obligations et lever certaines ambiguïtés», a précisé T. Sijilmassi.

Les professionnels tendent, par la publication de ce livre, à ce que le secteur soit «entièrement dédié à la lutte contre l'exclusion financière et à l'aide des populations défavorisées» et qu'il ait «une forte ambition sociale pour aider les micro-entrepreneurs à concrétiser leur rêve», selon la

même source.

Il ne s'agit donc pas d'un secteur qui a un but lucratif. Tous les acteurs du microcrédit s'interdisent ainsi et formellement d'avoir une action tournée vers un bénéfice propre. Donc, «le livre blanc va rappeler toutes ces réalités».

Par ailleurs, le prochain ouvrage va apporter des éclaircissements sur la constitution, la réglementation et la bonne gouvernance du secteur. «Le but est altruiste», a indiqué le patron des patrons du secteur. Dans le même contexte, il a insisté sur le fait que «même la question du taux d'intérêt que le secteur subit n'est qu'une simple répercussion du coût». Elle sera soulevée dans le prochain livre blanc.

Microcrédit : chiffres et perspectives

De bons jours sont devant le secteur du microcrédit. Les chiffres réalisés servent de preuve et les perspectives sont prometteuses. Répondant à une question du Reporter, Tarik Sijilmassi a souligné que le secteur a connu trois années de nettoyage,

de clarification et de lutte contre l'endettement croisé afin de supprimer les clients qui ont été comptés plusieurs fois.

Le secteur compte désormais 800.000 clients (en chiffres réels). Il a engagé environ 25 MMDH dans le PIB national, alors que plus de 5 MMDH sont en cours. Environ un million d'emplois permanents ont été créés et 4.000 personnes ont pu créer leur entreprise. Une bonne partie de la population a pu accéder au financement en améliorant ses conditions de vie.

Concernant les perspectives, les professionnels du secteur cherchent, à travers un plan d'action s'étendant sur 10 ans, à arriver à 3 millions de clients, avec un encours global de 25 milliards de DH de crédits distribués et au moins 3 millions de postes d'emploi. A signaler que ce secteur a connu ces derniers temps un développement remarquable, entraînant ainsi l'élargissement de la taille de certaines associations. D'ailleurs, parmi les 13 associations actives dans le secteur, quatre souhaitent changer de statut en adoptant la forme d'une banque ■

Ahmed Hasnaoui